DÉPOT N° 1397 DU

ABCIS CENTRE
société par actions simplifiée au capital de 4.000.000 euros
Siège social : 27 avenue du Brezet - 63000 CLERMONT-FERRAND
RCS CLERMONT-FERRAND 975 721 739

17 MARS 2009

2001363

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'an deux mille neuf et le vingt trois février,

Le soussigné Monsieur Claude FRERET, agissant en qualité de représentant de la société SOCHAUX MOTORS, Associé Unique de la société ABCIS CENTRE, société par actions simplifiée, au capital de 4.000.000 euros,

A pris les décisions suivantes :

- Modification des statuts,
- Nomination d'un directeur général délégué,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,

PREMIERE RESOLUTION

En prévision de la nomination d'un nouveau dirigeant, l'associé unique décide de modifier l'article 15 des statuts comme suit :

Le terme « *Directeur Général* » est remplacé par « *Directeur Général Délégué* ». Le reste de l'article est inchangé.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé Unique décide de nommer Monsieur Emmanuel BOBOT, demeurant à Viville à CHAMPNIERS (16430), à compter du 1er mars 2009 en qualité de Directeur général délégué, pour une durée qui prendra fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes qui seront arrêtés le 31 décembre 2008.

Monsieur BOBOT déclare accepter ces fonctions et que rien ne s'y oppose.

Les pouvoirs du Directeur général délégué sont définis comme suit :

Le Directeur général délégué se voit investi des mêmes pouvoirs que le Président, et notamment diriger, gérer, administrer et engager la société à l'égard des tiers.

Le Directeur général délégué aura autorité sur l'ensemble du personnel qui lui est rattaché et à ce titre, sera détenteur du pouvoir disciplinaire qui est conféré par la présente décision. Ce pouvoir lui permet de sanctionner l'inobservation des prescriptions qui doivent être respectées par les salariés.

Il devra donc veiller au respect et à l'application rigoureuse des lois et des prescriptions légales et réglementaires relatives à la marche quotidienne de l'entreprise dans le cadre de ses domaines d'intervention.

1. En matière de réglementation du travail et de la Sécurité Sociale :

- il veillera au respect des dispositions de la Convention Collective applicable à l'entreprise,
- il appliquera les réglementations d'ordre public telles que celles visant la durée du travail, les congés payés, le contrôle de l'emploi, la formation du personnel,
- il appliquera en tant que de besoin la réglementation sur les Comités d'Etablissements, les délégués du personnel, les sections syndicales et d'une manière générale la représentation du personnel d'établissement,
- il assurera les relations avec la Direction Départementale du Travail et de la Main d'Œuvre et les services décentralisés (Inspection du Travail) ainsi qu'avec les organismes de recouvrement des cotisations sociales, et assurer les obligations y afférant.

2. En matière d'Hygiène, de Sécurité et de Prévention des Accidents du Travail :

- il assurera en prenant toutes les mesures appropriées la stricte application de la réglementation en vigueur, y compris pour les travaux effectués dans l'établissement par des entreprises extérieures,
- il veillera en permanence au bon entretien et au respect des obligations périodiques de contrôle des bâtiments et de leurs équipements électriques, des machines, installations notamment électriques, engins de levage, de manutention ainsi qu'à la présence, là où la réglementation l'exige, de dispositifs de sécurité conformes et efficaces ne pouvant être contournés ou neutralisés,
- il veillera en permanence au respect par le personnel des consignes de sécurité et de l'utilisation des dispositifs de sécurité ainsi qu'à la formation de ce personnel.
- il assurera de la façon la plus efficace qui soit la sécurité des salariés des établissements sous sa subordination. A cet effet, il disposera de tous les moyens matériels, techniques et financiers nécessaires pour l'accomplissement de cette mission.
- il veillera à la surveillance, au suivi et à la bonne exécution des travaux concernant les établissements sous sa responsabilité. Il est habilité à prendre toutes les mesures d'organisation qu'il jugera nécessaires concernant les établissements dont il est responsable.

3. En matière de Sécurité, de Prévention des Accidents du Travail et de la Réglementation du Code de la Route et des Transports

- il veillera en permanence au bon entretien (notamment des pneumatiques), à l'équipement obligatoire, au contrôle périodique par le Service des Mines, à tout contrôle exigé par la réglementation (notamment engin de levage et de manutention de tous véhicules automobiles et engins utilisés par l'entreprise),
-il veillera en permanence à la validité des autorisations et permis de conduire et fera en temps utile tous tests, contrôle, visite médicale, nécessaires,
- il se conformera aux dispositions du Code de la Route et de la Réglementation des Transports,
- il veillera à prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires et appropriées en matière de circulation de véhicules automobiles dans l'enceinte de l'entreprise. Ces mesures consistent notamment en une réglementation de la circulation, aux consignes de sécurité et précautions devant prévenir tous risques en la matière et en une signalisation adéquate,
- il veillera à ce que tout véhicule de prêt à un salarié ou un client soit en bon état de fonctionnement et ait fait, le cas échéant, l'objet d'un contrôle technique.

4. En matière de risques pour l'environnement et de réglementation des installations classées

- il veillera à requérir en temps utile les autorisations et fera toutes les déclarations nécessaires à l'exploitation et à maintenir à jour sa connaissance de la réglementation,
- il s'assurera que l'exploitation et notamment l'évacuation des déchets, les moyens d'exploitations (bâtiments, matériels, produits stockés...), sont conformes et respectent la ou les réglementations en vigueur.

5. En matière de prévention et de lutte contre l'incendie

- il veillera à ce que les normes de sécurité et réglementation visant la prévention et la lutte contre l'incendie soient respectées,

- il assurera la formation du personnel en la matière,
- il fixera les consignes de sécurité à respecter impérativement et signalera par tous moyens notamment panneaux de taille suffisante, les dangers, les interdictions, l'emplacement des moyens de secours.

6. En matière économique

- il veillera au strict respect de la législation sur la concurrence et la consommation notamment :
- *rédaction des bons de commandes et des offres de crédit, établissement des fiches signalétiques*
- *affichage (et/ou étiquetage) des prix, des limitations éventuelles de la responsabilité contractuelle de la société, des conditions particulières de vente*
- *informations données aux clients sur les produits ou les prestations de service*
- *publicité presse ou sur les lieux de vente, dépliants*
- *opérations promotionnelles*
- *application de l'ensemble des dispositions sur les chèques, sur la disponibilité des produits, le refus de vente*
- *vérification que toutes les conditions d'usage et de mise en circulation des véhicules soient réunies et que l'état général du véhicule soit conforme aux spécifications de la vente*
- *vérification que le livre de police VO est tenu conformément aux lois et règlements*

- il veillera à l'interdiction de subordonner la prestation d'un service à celle d'un autre service ou l'achat d'un produit à un autre produit,
- il veillera aux règles de la facturation,
- il veillera aux règles de la vente à perte,
- il veillera aux entraves aux contrôles d'administration,
- il veillera aux dispositions de la loi Royer relative à la publicité mensongère et trompeuse,
- il veillera aux règles de la vente à domicile et à la faculté de rétractation du consommateur en cas de vente à domicile.

7. Droit de l'informatique

- il veillera aux règles relatives à l'information des données informatiques à la CNIL,
- il veillera au respect des licences des logiciels informatiques,
- il veillera à la transparence et à la proportionnalité des règles relatives à la cyber-surveillance des salariés.

8. En matière commerciale

Il disposera d'un pouvoir général pour tous les actes courants utiles à la bonne marche de la société et nécessaires à l'exploitation dans les limites des notes de décision et du budget.

Il disposera pour l'exercice des pouvoirs et des responsabilités ci-dessus évoqués, de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires, notamment financiers et disciplinaires, pour veiller personnellement à l'application des lois et règlements en vigueur et en particulier au respect des règles de sécurité.

Aussi cette délégation de pouvoirs l'autorise à ordonner la cessation immédiate du déroulement d'un travail qui ne s'exécuterait pas en conformité avec les mesures préconisées dans les consignes de sécurité.
De même, il dispose de l'autorité nécessaire pour ne permettre le démarrage des travaux que lorsque les conditions sont assurées pour que ceux-ci se déroulent sans accident.

Aussi il lui appartiendra avant chaque journée de travail de vérifier et d'exiger le matériel nécessaire à la protection des salariés, spécifique pour les travaux qui y seront exécutés.

En conséquence, l'irrespect des consignes en cause sera considéré comme une faute personnelle par tous contrevenants, susceptible, selon la gravité du manquement, d'entraîner le licenciement.

Il aura donc également la charge de rendre compte au Président de tous les manquements qu'il aura observés, redressés, voire sanctionnés.

L'Associé Unique décide également que le Directeur général délégué aura la possibilité de subdéléguer ses pouvoirs aux chefs de service en veillant dans de tels cas au respect des principes juridiques applicables en matière de subdélégation. Il veillera à ce que le subdélégataire ait les pouvoirs et compétences nécessaires à faire respecter cette subdélégation.

Il pourra également, s'il le juge opportun, déléguer ses pouvoirs en matière d'hygiène et sécurité aux cadres ou agents de maîtrise placés sous ses ordres à condition que ces derniers possèdent la compétence et l'autorité nécessaires, aient à leur disposition les moyens nécessaires, aient été prévenus et déclarent en connaître et accepter les conséquences.

Il lui sera nécessaire de reconstituer les subdélégations à chaque modification de l'organigramme. Pour chaque subdélégation qu'il établira, il en communiquera un exemplaire au Président, signé par les deux parties.

TROISIEME RESOLUTION

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Emmanuel BOBOT
(« Bon pour acceptation des fonctions de directeur général délégué »)

Signature + mention Bon pour acceptation des fonctions de directeur général délégué

Pour SOCHAUX MOTORS
Claude FRERET

DÉPOT N° 1397 DU

17 MARS 2009

ABCIS CENTRE
Société par Actions Simplifiée au capital de 4.000.000 euros
Siège social : 27 avenue du Brézet, 63000 CLERMONT-FERRAND 2001 B 63.
975 721 739 RCS CLERMONT FERRAND

STATUTS

I/ FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE – DUREE

1) LA FORME

La Société Anonyme anciennement dénommée ABCIS a été transformée le 9 mai 2001 en Société par Actions Simplifiée. Désormais, la société est régie par les lois et règlements en vigueur concernant les Sociétés par Actions Simplifiées ainsi que par les présents statuts.

Cette société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

2) DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : ABCIS Centre

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social.

3) L'OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous les pays :

- l'exploitation de fonds de commerce de garage, l'achat, la vente, la réparation de voitures automobiles, de motocyclettes, de cycles et la location des automobiles et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité, et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application ou le développement, tant en France qu'en tous pays.
- La participation à un système intra-groupe de centralisation de trésorerie.

Le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers, et en participation sous quelque forme que ce soit, notamment par voie de création de sociétés, de souscriptions, de commandite, de fusion ou d'absorption, d'avances, d'achat ou de vente de titres et droits sociaux, de cession, de location de tout ou partie de ses biens et droits mobiliers et immobiliers ou par tout autre mode.

4) LE SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est à CLERMONT-FERRAND (63000), 27 avenue du Brézet.

Il peut être transféré en tout endroit en France, par une simple décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des associés. En cas de transfert, le Président est habilité à modifier les statuts en conséquence.

5) LA DUREE

La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

II/ CAPITAL – ACTIONS

6) APPORTS – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 4.000.000 euros. Il est divisé en 4.000.000 actions d'une seule catégorie de 1 euro chacune, libérées intégralement de leur valeur nominale.

7) AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, sur rapport de la Direction de la Société, ou par décision de l'associé unique.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émise pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, l'Assemblée Générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

L'Assemblée Générale peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

8) LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action

personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

9) REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital est réduit par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire ou par décision de l'Associé unique, qui peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

10) FORME DES ACTIONS – INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

11) CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1. La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

   La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte par le cédant ou son mandataire. Le mouvement est mentionné sur les registres.

2. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

3. Cession par l'associé unique :

   Les cessions d'actions par l'associé unique sont libres.

4. Pluralité d'associés :

   4.1 En cas de pluralité d'associés, la cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de l'Assemblée Générale Ordinaire.

A cet effet, le cédant doit notifier au Président de la société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire (nom et prénom, date et lieu de naissance, adresse ou, en cas de cession à une société, dénomination, siège social, capital, RCS, composition des organes de direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente.

L'agrément résulte soit d'une décision émanant de l'Assemblée Générale Ordinaire, le cédant ne prenant pas part au vote, soit du défaut de réponse dans le délai de un mois à compter de la demande.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide soit de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de deux mois à compter de la notification de refus, soit d'acquérir les actions dont la cession est envisagée, soit de les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

Si, à l'expiration du délai de deux mois ci-dessus prévu l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

4.2 Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement, et à toutes mutations d'actions, que ce soit par apport ou dans le cadre d'opérations de fusion ou de scission.

4.3 Cependant, toutes cessions ou mutations à une société contrôlée au sens de l'article L 233-3 du code de commerce par JIMH France S.A. (393 157 714 NANTERRE) ou Cica (392 212 650 RCS NANTERRE) ainsi que toutes cessions ou mutations entre associés sont libres.

4.4. En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions prévues ci-dessus.

Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

12) DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX SANCTIONS

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le doit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

   Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

3. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

4. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par le ou les associés.

III/ DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

13) PRESIDENT

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la société.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés qui peut le révoquer à tout moment, sans avoir à justifier d'un quelconque motif.

Le Président peut démissionner à tout moment, sous réserves de prévenir l'associé unique ou les associés dans un délai raisonnable.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président ou dirigeant, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président ou dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La cessation des fonctions de Président ne peut donner lieu à indemnité de rupture.

14) POUVOIRS DU PRESIDENT

1. Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions exercées par les associés.

   Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette limitation ne puisse être opposée aux tiers, le Président ne pourra prendre les engagements et les dispositions suivantes qu'après autorisation de la collectivité des associés ou de l'associé unique :

- emprunt
- caution, aval et garantie
- prise ou cession de participations
- achat ou vente d'immeuble
- achat ou vente de fonds de commerce.

2. Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

3. Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits attribués par la loi auprès du Président.

15) AUTRES DIRIGEANTS

Sur la proposition du Président, l'Assemblée Générale Ordinaire des associés peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquelles peut être conféré le titre de Directeur Général Délégué.

Les dirigeants sont révocables à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés sur la proposition du Président ; en cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président, l'Assemblée Générale Ordinaire des associés détermine l'étendue et la durée des pouvoirs des dirigeants.

16) REMUNERATION DE LA DIRECTION

La rémunération du Président et celle des dirigeants est déterminée par l'organe habilité à procéder à leur nomination.

17) CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA DIRECTION

1. – Associé unique – Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées sur le registre des décisions de l'associé unique.

   Si l'associé unique n'est pas dirigeant, les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant sont soumises à l'approbation de l'associé. L'associé unique statue sur le rapport du Commissaire aux Comptes.

2. – Pluralité d'associés – La Direction doit aviser le Commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et le Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 % ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du code de commerce.

   Le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ces rapports aux conditions des décisions

ordinaires.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

3. – Les dispositions prévues aux articles 17-1 et 17-2 ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la société.

18) <u>COMMISSAIRES AUX COMPTES</u>

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des associés ou par l'associé unique.

IV/ DECISIONS COLLECTIVES

19) ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation des résultats
- approbation des conventions entre la Société et ses dirigeants
- nomination, renouvellement et révocation du Président et des dirigeants
- nomination, renouvellement et révocation des commissaires aux comptes
- augmentation, amortissement ou réduction de capital
- fusion, scission ou apport partiel d'actif
- dissolution
- prorogation de la durée de la Société
- transformation de la société
- adoption ou modification des clauses visées aux articles L 227-13, L 227-14, L 227-16 et L 227-17 (clause d'inaliénabilité, d'agrément, de cession forcée)
- toutes modifications statutaires.

Toutes autres décisions sont de la compétence du Président.

Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un registre coté et paraphé.

20) <u>PLURALITE D'ASSOCIES</u>

1°- Les décisions des associés sont, au choix du Président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Toutefois devront être obligatoirement prises en Assemblée toutes décisions nécessitant l'intervention du Commissaire aux Comptes ou d'un Commissaire aux Apports.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Président soit par le Conseil de Direction. Tout associé peut demander la réunion d'une Assemblée Générale.

Elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux Comptes. Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 15 jours avant la date de l'Assemblée par lettre simple ou recommandée, par télécopie ou par e-mail, adressé à chaque associé. Dans tous les cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

2 - L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

3 - Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou par un tiers de son choix justifiant d'un mandat.

4 - Les Assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par un associé spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée.

L'Assemblée peut désigner un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres présents (et le Secrétaire) et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président (ou le Secrétaire).

5 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les associés.

6 - L'Assemblée Générale Ordinaire prend les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation des résultats,
- approbation des conventions entre la Société et ses dirigeants,
- nomination, renouvellement et révocation du Président, des dirigeants et des membres du Conseil de Direction,
- nomination, renouvellement et révocation des Commissaires aux Comptes.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins un quart des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

7 - L'Assemblée Générale Extraordinaire prend les décisions suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution,
- prorogation de la durée de la Société,
- transformation de la Société,
- adoption ou modification des clauses visées aux articles L 227-13, L 227-14, L 227-16 et L 227-17 clause d'agrément, d'inaliénabilité, de cession forcée),
- toutes modifications statutaires.

Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Toutefois, ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des associés, les clauses statutaires relatives à :
- l'inaliénabilité des actions,
- l'agrément lors des cessions d'actions,
- l'exclusion d'un associé,
- la suspension des droits de vote d'un associé dont le contrôle est modifié.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

21- DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

Ces documents seront tenus à la disposition des associés au siège social de la société.

V / EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

22- EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

23- INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce. Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

25- MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

VI / CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL – TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION.

26 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

27 - TRANSFORMATION

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.
La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

28 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

VII / CONTESTATIONS

29 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, la Direction et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

STATUTS MIS A JOUR
A LA SUITE DE L'A.G.E. DU 23 février 2009

Pour copie certifiée conforme
Le Président

CERTIFIÉ CONFORME A L'ORIGINAL